

# Bonne Fête du Travail !

Les éditions  
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

# Le Quotidien Numérique

du lundi 1er mai 2017  
7 Jrs/7

du BURKINA

N°376

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant...**  
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

**LONAB : Formation sur le concept  
du «jeux responsable» aux  
journalistes du grand Est**

Page 4



**Message du ministre de la fonction  
publique, du travail et de la  
protection sociale à l'occasion du  
1er mai 2017, fête du travail**

Page 7



**Meeting de l'opposition  
burkinabè : « La faim is  
back au Burkina Faso », dixit  
Zéphirin Diabré**

Page 2



*Vos informations à l'international à la page 17.*

**Gabon: crainte d'une année blanche suite à la grève  
dans l'enseignement**

**Alain Claude Bilie By Nze, porte-parole du  
gouvernement gabonais**

**Marche des Haratines contre l'esclavage en  
Mauritanie: il reste du chemin: Femme au jardin en  
Mauritanie (photo d'illustration)**

## POLITIQUE

# Meeting de l'opposition burkinabè : « La faim is back au Burkina Faso », dixit Zéphirin Diabré

Région du Centre



C'est le premier grand rassemblement de l'opposition politique burkinabè organisé ce samedi 29 avril 2017 à Ouagadougou depuis la prise de pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré.

**L'opposition politique a organisé ce samedi 29 avril 2017 dans l'après-midi un meeting à la Maison du peuple. Une première depuis l'élection du président Kaboré il y a plus d'un an. Ce meeting était organisé par le chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré pour dénoncer l'incapacité du MPP, le parti au pouvoir, à régler les problèmes des Burkinabè. 32 partis ont lancé une plateforme commune de revendications. 32 partis, dont le CDP, l'ancien parti au pouvoir.**

C'est le premier grand

rassemblement de l'opposition politique burkinabè organisé ce samedi 29 avril 2017 à Ouagadougou depuis la prise de pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré. Près de 5.000 personnes se sont donnés rendez-vous dans la cuvette de la Maison du Peuple de Ouagadougou pour dénoncer la manière dont le Pays est dirigé par le MPP.

Ce rendez-vous a fait le plein de la salle, obligeant une partie des participants à suivre le déroulement de l'activité de

dehors. Tout commença par l'exécution de l'hymne nationale. Après s'en suivent les allocutions et des prestations d'artistes.

« Nous ne sommes pas d'accord sur tout mais nous tous sommes d'accord sur quelque chose : c'est que le MPP (Mouvement du peuple pour le Progrès, au pouvoir) gère mal le Burkina Faso », a déclaré le chef de l'opposition Zéphirin Diabré.

Pour Zéphirin Diabré, le MPP a

La suite à la page 3.

## POLITIQUE

La suite de la page 2.

montré son incapacité à diriger le pays, car depuis sa prise de pouvoir, l'économie est à plat, le pays est sec comme un puits de désert.

Il ajoute « Nos amis en face ont peur de la colère du peuple, peur d'une nouvelle insurrection. C'est normal. Comme on dit dans la tradition : L'assassin sait que le coup de gourdin fait mal (...) Qu'ils fassent attention ! ». En se référant au discours du Premier ministre sur la nation selon lequel Paul Kaba Thiéba disait « le Burkina is back », le chef de file de l'opposition retorque que c'est plutôt « la faim is back ». Pour lui, le peuple a faim, les jeunes sont au chômage, l'argent ne circule pas, les soins ne sont pas gratuits, les femmes sont dans la misère». De plus, il estime que la corruption est repartie de plus belle au pays des hommes intègres.

Il s'est par ailleurs étonné que lorsque l'on dit « le pays va mal, ils accusent les 27 années de règne de Blaise Compaoré ». S'adressant à l'assemblée, mais dites-moi mes chers amis : avec qui Blaise Compaoré a-t-il géré ce pays pendant ces 27 ans ? Ces interrogations ont valu à Zéphirin Diabré d'être félicité par certains ténors du CDP.

Zéphirin demande également au pouvoir de montrer où sont passés les 18 000 milliards. S'il n'y arrive pas, c'est que pour lui soit les dirigeants ont menti soit ils ont détourné l'argent.

C'était aussi l'occasion pour le CFOF-BF de présenter sa nouvelle plateforme commune de revendications. Cette nouvelle plateforme comprend une



Zéphirin demande également au pouvoir de montrer où sont passés les 18 000 milliards.

trentaine de formations mais surtout l'Union pour le progrès et le changement et le Congrès pour la démocratie et le progrès. Elle s'articule autour des points suivants : la gouvernance politique, la gouvernance administrative et locale, la gouvernance économique et du développement, la gouvernance sociale et enfin la gouvernance diplomatique et l'intégration régionale. En somme, il est demandé au chef de l'Etat, Roch Kaboré de revoir la politique de gestion du pouvoir pour un bien être profitable à tous les burkinabè. Selon les responsables des partis membres de l'institution, la vocation de cette plate-forme est d'offrir des marqueurs qui serviront d'interpellation du gouvernement par l'opposition. Ce document sera réactualisé chaque année et pourrait se présenter, le moment venu, comme un programme commun à tous les partis de

l'opposition pour présenter aux Burkinabè, l'alternative.

Zéphirin Diabré a par ailleurs annoncé qu'il entend soumettre à l'assemblée des chefs des partis de l'opposition, l'idée d'une motion de censure contre le gouvernement Paul Kaba Thiéba. L'opposition poursuivra toujours son combat de manière républicaine, mais avec fermeté et sans complaisance, maintient M. Diabré.

**Alfred Sié KAM/Rédaction S-C Info**

## ACTU RÉGION

# LONAB : Formation sur le concept du «jeux responsable» aux journalistes du grand Est

Région du Centre-Est



Dieudonné Vébamba, membre du service jeu responsable et de madame Agèle Ténakoua, chef de service administratif et financier de la délégation régionale de l'Est de la LONAB insistent sur les lourdes conséquences du jeu non responsable.

**La Loterie nationale burkinabè (LONAB) a organisé ce vendredi 21 avril 2017 dans la salle de réunion de l'OCADES Koupéla, une séance de formation au profit de plus d'une dizaine de journalistes sur le concept du jeu responsable. Objectif de cet échange avec la presse : faire des journalistes des relais dans la sensibilisation des parieurs sur ledit concept.**

La formation a été assurée par

un trio de responsable de la LONAB avec à leur tête Aymar Tiendrébéogo, chef équipe du projet «Jeu responsable» suivi de Dieudonné Vébamba, membre du service jeu responsable et de madame Agèle Ténakoua, chef de service administratif et financier de la délégation régionale de l'Est de la LONAB. Le jeu responsable est un ensemble de mesures visant à prévenir la dépendance, à adapter une politique de communication appropriée pour un jeu responsable, à protéger le mineur dans la tentation du

hasard et à installer un mécanisme de prise en charge des joueur enlisés. Et ce concept, qui s'inscrit dans la responsabilité sociétale des loteries, est une approche proactive à l'impact social des produits proposés par elles. Selon les explications de M. Tiendrébéogo, la LONAB, en tant qu'entreprise citoyenne et une société d'Etat, est engagée dans la mise en œuvre du jeu responsable et cela fait d'ailleurs partie d'un de ces axes stratégiques. « Nous avons initié cette formation sur le jeu responsable parce que c'est

La suite à la page 5

## ACTU RÉGION

La suite de la page 4

un comportement et une attitude que nous voulons inculquer aux parieurs. Nous voulons donc avoir des parieurs responsables et pour cela nous passons par le vecteur le plus sûr à savoir la presse pour atteindre l'ensemble de la population. L'idée est de permettre à la presse donc d'être informée et d'informer à son tour le plus largement possible. », a fait savoir M. Tiendrébéogo. Pour ce dernier, l'objectif de la LONAB, est de faire en sorte que les parieurs puissent jouer en tenant compte d'une limite de temps et de moyens. « Il faut qu'ils aient une attitude ludique par rapport au jeu, c'est-à-dire considérer le jeu comme un divertissement », a-t-il indiqué.

Et comme action de sensibilisation au-delà des séances de formations qui seront administrées aux différents acteurs de la chaîne de jeu, il est prévu des affiches dans les kiosques PMU'B mentionnant les actions à mener pour un jeu responsable et les actes à ne surtout pas commettre. Outre cela, des affiches d'interdictions du jeu aux moins de 18 ans seront éditées et des sketches seront réalisés en vue d'une sensibilisation globale. Et pour « jouer responsable », il est recommandé, entre autres, de ne pas faire du jeu un travail « car le PMU'B ne saurait être une alternative au travail », ne pas contracter une dette pour jouer ni vendre un bien quelconque pour le faire. A cet effet, il est aussi demandé aux parieurs de faire une pause afin de faire le point sur leurs mises et leurs gains avant de continuer. Et en le faisant, estime Aymar Tiendrébéogo, cela leur évitera les lourdes conséquences du jeu non responsable. La LONAB est engagée depuis



Quelques participants écoutent attentivement le communicateur.



Aymar Tiendrébéogo, chef équipe du projet «Jeu responsable» l'objectif de la LONAB, est de faire en sorte que les parieurs puissent jouer en tenant compte d'une limite de temps et de moyens.

2012 dans la mise en œuvre totale dudit concept au sein de l'association mondiale des loteries, a souscrit à ce programme.

**Amédée W. SILGA pour SC Info**

## Mali: l'armée française «neutralise» une vingtaine de «terroristes»



**L'armée française annonce avoir « neutralisé » samedi 29 avril près d'une vingtaine de « terroristes » au cours d'une opération de la force Barkhane dans la forêt de Foularé, à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Une opération qui a combiné des frappes aériennes et une attaque au sol menée par les commandos. C'est dans cette zone que seraient repliés depuis des mois les hommes d'un groupe terroriste burkinabè appelé Ansarul Islam.**

L'opération baptisée « Bayard » par l'armée française a débuté par des frappes aériennes, menées par des Mirage 2000 venus de Niamey. Après le passage des avions de chasse, ce sont les hélicoptères Tigre qui ont sécurisé la zone, avant que les commandos montagne et les commandos parachutistes se déploient au sol.

Cette opération a permis de « neutraliser », selon la terminologie employée par l'armée française, près d'une vingtaine de « terroristes ». Les commandos ont par ailleurs récupéré de l'armement, des munitions, des lance-roquettes et du matériel destiné à fabriquer des engins piégés.

Selon Barkhane, ce sont les renseignements collectés durant l'opération Panga, menée fin mars début avril dans la région de Gao au Mali, qui ont permis de lancer l'opération Bayard. C'est durant cette opération Panga, qui avait mobilisé 1 200 hommes, qu'un militaire français avait trouvé la mort.

L'intervention de ce week-end s'est déroulée dans la forêt de Foularé au sud de la ville de Hombori, dans une zone à cheval entre le Mali et le Burkina Faso. C'est là que seraient notamment basés les hommes de Malam Dicko, le chef d'un groupe terroriste burkinabè baptisé Ansarul Islam. Un groupe qui a revendiqué en décembre dernier la mort de douze soldats burkinabè.

Source RFI

PORGO Aminata

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Message du ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale à l'occasion du 1er mai 2017, fête du travail

Région du Centre

**MINISTÈRE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE, DU TRAVAIL  
ET DE LA PROTECTION  
SOCIALE** -----

**BURKINA FASO Unité  
- Progrès - Justice**

**Travailleuses et travailleurs  
du Burkina Faso,**

Chaque année depuis 131 ans, les travailleurs du monde entier, commémorent l'anniversaire du massacre des ouvriers de Chicago qui, en mai 1886, ont bravé les forces de répression pour revendiquer la journée de travail de huit (08) heures. Cette commémoration est une reconnaissance des droits des travailleurs dans la construction d'un monde plus juste et plus équitable. Ainsi, le 1er mai, loin d'être une simple occasion de souvenirs, est une opportunité d'introspection offerte à l'ensemble des acteurs du monde du travail, afin de poursuivre le renforcement de la promotion du bien-être au travail.

**Travailleuses et travailleurs  
du Burkina Faso,**



je voudrais, au nom du Gouvernement, adresser à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs de notre pays, ainsi que leurs organisations notamment syndicales, mes vœux chaleureux de bonne fête du travail.

En cette occasion unique dans l'année, je voudrais, au nom du Gouvernement, adresser à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs de notre pays, ainsi que leurs organisations notamment syndicales, mes vœux chaleureux de bonne fête du travail.

Puissent les années à venir être des années de paix, de prospérité et d'amélioration des conditions de travail et de vie !

Je voudrais ici témoigner également la solidarité du

La suite à la page 8

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

Gouvernement à toutes celles et à tous ceux qui ont connu des difficultés dans leurs familles, à l'occasion de leur travail ou qui ont perdu leur travail ainsi qu'aux familles de travailleurs ayant prématurément quitté ce monde.

Je saisis cette mémorable occasion pour féliciter et remercier les travailleuses et les travailleurs admis à la retraite pour les sacrifices consentis dans la construction de notre cher pays. Travailleuses et travailleurs du public et du privé,

La commémoration de la fête du travail en cette année 2017 intervient dans un contexte national difficile. Confronté à de nombreux défis et à de fortes attentes sur plusieurs fronts, notamment ceux de l'emploi, de la sécurité et du développement, le Gouvernement s'attèle à y apporter des réponses idoines, par la mise en œuvre déterminée du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Ces situations difficiles n'ont nullement compromis le courage et le dévouement des travailleurs dans la quête permanente d'un mieux-être et du souci de préservation de l'outil de production. Cependant, l'ampleur du défi de créer un avenir à notre jeunesse nous interpelle tous, travailleurs burkinabè à nous engager, d'avantage sur les chantiers de la production des richesses dans tous les secteurs afin de consolider l'économie nationale et de créer des emplois décents. Cette obligation d'engagement patriotique interpelle en particulier les travailleurs du public auxquels la

société réclame plus d'abnégation, plus de déontologie et plus d'efficacité dans l'accomplissement du service public.

Au cours des deux dernières années, de nombreuses crises sociales ont paralysé le fonctionnement de services publics et d'entreprises privées. Ces crises dont l'une des explications plausibles tient à l'accumulation des problèmes sur de nombreuses années écoulées ont donné l'occasion au Gouvernement de réaffirmer à plusieurs reprises sa foi au dialogue social qui constitue en démocratie, la forme de régulation sociale universelle la plus achevée. Aussi, tous les acteurs du monde du travail se doivent-ils de faire de ce dialogue un outil incontournable de promotion du travail décent.

Soucieux de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en particulier et des populations de notre pays en général, le Gouvernement a en effet toujours affiché sa volonté de dialogue qui a été réaffirmée par le Chef du Gouvernement, Son excellence Monsieur Paul

Kaba THIEBA, à l'occasion de son discours sur la situation de la nation devant la représentation Nationale le 14 avril 2017, je cite : « Mon Gouvernement est profondément attaché au respect des libertés garanties par la loi fondamentale du pays. Il met en avant le dialogue social comme cadre d'expression et de résolution des revendications

sociales, notamment salariales. La récente rencontre Gouvernement/syndicats sanctionnée par un communiqué final a indiqué les avancées dans le traitement des problèmes globaux des travailleurs. Toutefois, le dialogue se poursuit sur les questions en suspens... », fin de citation.

C'est dire que le Gouvernement, les partenaires sociaux (patronat-travailleurs) peuvent et doivent s'entendre sur l'essentiel, non seulement en intégrant le bien-être du travailleur et de sa famille, mais aussi et surtout en préservant l'outil de production, dans le dialogue et la recherche du consensus.

Au demeurant, le Gouvernement restera attentif à l'examen des points de préoccupations qui seront contenus dans le cahier de doléances du 1er mai 2017, et cela avec esprit de suite et détermination. Dans tous les cas, le Gouvernement compte sur la disponibilité des organisations syndicales afin qu'ensemble, nous puissions relever les défis majeurs qui se dressent devant nous.

### **Travailleuses et travailleurs du Burkina Faso,**

Au cours de cette année 2017, d'importants chantiers et défis nous attendent et requièrent la participation des partenaires sociaux pour leur réalisation effective. Il s'agit, entre autres, de :

- l'opérationnalisation du Haut Conseil du Dialogue Social qui a vocation à être l'instance d'analyse des préoccupations du monde du travail en vue de leur apporter

La suite à la page 9



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

les réponses appropriées ; - la concertation avec les partenaires sociaux sur les conditions de rémunération des agents de la fonction publique avant la fin de l'année 2017 ; - l'élaboration et l'adoption du répertoire interministériel des métiers de l'Etat et les textes d'application du Statut Général de la Fonction Publique d'Etat ; - la relecture de la loi relative au Code du travail et ses textes d'application de manière consensuelle aussi bien pour conformer notre corpus juridique à la réglementation internationale mais aussi pour répondre aux préoccupations des acteurs de l'entreprise ;

- la poursuite des négociations des conventions collectives sectorielles et d'entreprises ; - l'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle dont les activités contribueront à soulager les populations en matière de santé ;

L'année 2017 est de ce fait encore une année de défis pour le monde du travail. Et le Gouvernement sait compter sur l'engagement et la constante disponibilité de l'ensemble des forces vives de notre pays afin que les efforts conjugués et l'esprit de dialogue

consolidé renforcent le socle de la gouvernance nationale et favorisent la résolution des préoccupations de l'ensemble des travailleurs et du peuple burkinabè.

**Bonne fête de travail à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs du Burkina Faso !**

**Je vous remercie**

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire



Adresses: [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info) / [ac@sc-mail.info](mailto:ac@sc-mail.info)  
00226 55 20 00 26 / 00226 61 07 20 20 / 00226 76 60 97 21  
05BP5805 Ouaga02  
Boulevard des Tensoaba à 500 mètres du SIAO

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Rémis Dandjinou visite la Direction générale du Fonds d'appui à la presse privé

Région du Centre-Nord



Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou, s'est rendu ce vendredi 28 avril 2017 à la Direction générale du Fonds d'appui à la presse privée (FAPP).

**Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou, s'est rendu ce vendredi 28 avril 2017 à la Direction générale du Fonds d'appui à la presse privée (FAPP).**

Guidé par le DG FAPP, Bê Palm, le ministre en charge de la Communication a, en compagnie de la secrétaire générale, Hortense Zida, visité les locaux de la Direction générale du Fonds d'appui à la presse privée sise à Ouaga 2000. Au terme de la visite, le ministre s'est entretenu avec le DG et son personnel.



Au terme de la visite, le ministre s'est entretenu avec le DG et son personnel.

La suite à la page 11

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Le Fonds d'appui à la presse privée (FAPP) a pour objectif principal de consolider et de structurer l'appui de l'Etat au développement de la presse privée, de la radiodiffusion sonore et télévisuelle privée et des médias privés d'information publique en ligne.

Le Fonds d'appui à la presse privée (FAPP) a pour objectif principal de consolider et de structurer l'appui de l'Etat au développement de la presse privée, de la radiodiffusion

sonore et télévisuelle privée et des médias privés d'information publique en ligne. Et ce, afin d'assurer aux entreprises du secteur, des conditions de travail favorables à leur mission.

**DCPM/MCRP**

### 20e édition des Galian : une conférence de presse, ce 2 mai, pour lever le voile sur les grandes réformes et innovations

Dans le cadre de la tenue de la 20e édition du concours des prix « Galian », le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, animera une conférence de presse, ce mardi 2 mai 2017 à partir de 9 heures, dans la salle de conférence de l'immeuble pyramide (sis en face du MENA) au 1er étage.

A l'ordre du jour, les innovations et réformes qui marqueront cette 20e édition des prix « Galian ».



**DCPM/MCRP**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Education et formation: le coup de pouce de la Suisse à hauteur de 13 milliards de francs CFA

Région du Centre



Le Burkina et la Suisse sont 2 pays amis, qui entretiennent d'excellentes relations et une coopération exemplaire à plus d'un titre.

**Le ministère de l'Economie, des finances et du développement, Hadizatou Rosine COULIBALY et le Directeur de la coopération suisse au Burkina, Jean-Bernard DUBOIS, ont procédé le jeudi 27 avril 2017 à Ouagadougou à la signature de deux accords de financement d'un montant d'environ 13 milliards de francs CFA. C'était en présence de Jean-Martin COULIBALY, ministre en charge de l'Education dont le département est l'un des bénéficiaires.**

Le Burkina et la Suisse sont 2 pays amis, qui entretiennent d'excellentes relations et une coopération exemplaire à plus

d'un titre. Nous en avons pour preuve, ce financement suisse sous forme de subvention pour la mise en œuvre de deux programmes: Le Programme d'appui à l'Education de Base (PAEB) phase 4 pour le MENA et le Programme d'appui à la formation professionnelle et l'apprentissage (PAFPA) pour le ministère de la jeunesse.

Pour un montant estimé à environ 7,5 milliards de nos francs, le financement du PAEB va significativement améliorer l'accès, la qualité, le pilotage, la formation professionnelle et booster les domaines comme l'utilisation des langues nationales, la décentralisation

et la formation aux métiers.

Pour le ministre Jean-Martin COULIBALY, il a saisi l'occasion pour exprimer sa reconnaissance à la Suisse pour cet appui qui vient à point nommé. Il s'est par ailleurs engagé à mettre tout en œuvre pour que ces ressources allouées atteignent les cibles visées.

**DCPM/MENA**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Développement des capacités d'accueil dans la Boucle du Mouhoun: des infrastructures scolaires réceptionnées provisoirement

Région du Centre



Ces infrastructures éducatives sont les fruits du programme présidentiel pour l'éducation nationale.

**Partie constater l'état d'avancement des infrastructures scolaires dans le Mouhoun, l'équipe de la DCPM est tombée sur la réception provisoire du lycée département de Dédougou, du CEG de Tansila et de Ouarkoye. C'était le jeudi 27 avril 2017 en présence de la maîtrise d'ouvrage de ACOMOD et du bureau de contrôle COCCI.**

Ces infrastructures éducatives sont les fruits du programme présidentiel pour l'éducation nationale.

Au total, la maîtrise d'ouvrage de

ACOMOD a fait la réception d'un bloc de deux salles de classes à Tansila dans les provinces des Banwa, d'un bloc de deux salles de classes à Ouarkoye et du lycée département de Dédougou. Le lycée département, flambant neuf, est équipé de lampes solaires et de ventilateurs dans toutes les classes et logements. L'entreprise qui a exécuté les travaux a également planté 500 arbres de diverses variétés dans tout le lycée pour des besoins environnementaux comme convenu dans les modalités du contrat. Autre aspect non moins négligeable dans ces

infrastructures livrées, c'est les rampes d'accès qui prennent en compte les personnes vivant avec un handicap moteur dans la politique de l'éducation inclusive. Pour le chef d'ouvrage du MENA, Fulbert KIEMDE de ACOMOD, les travaux sont bien exécutés même s'il y a des corrections à apporter. Il a relevé comme difficulté, le manque de ressources financières pour les entreprises bénéficiaires de ces marchés : « Les entreprises sont à sec et c'est peut-être dû aux crises que le pays a traversé. Nous tentons à notre niveau de les soutenir avec des débloquages rapides », a-t-il indiqué.

La suite à la page 14

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

Quant au proviseur du lycée, monsieur ZAMANE Maxime Emmanuelle, présent à la réception, il s'est réjoui de ces bâtiments et espère mettre en œuvre le second cycle. Pour rappel, ACOMOD est la

maitrise d'ouvrage désigné du programme présidentiel dans le cadre des réalisations d'infrastructures éducatives, de pompes positives pour les écoles et les équipements. Il a aussi un rôle de Suivi-contrôle.

DCPM/MENA

F

# Premier CASEM 2017 du ministère de l'Economie : Des résultats à mi-parcours qui suscitent des motifs d'espoir

Région du Centre



En dépit de cette situation, note le ministre, quelques résultats intéressants ont pu être enregistrés au 31 mars 2017.

Le ministère de l'Economie, des Finances et du développement a tenu sa première session ordinaire du Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM), le vendredi 28 avril 2017, à la direction générale des douanes,

sis à Ouaga 2000, sur le thème: «Mutations institutionnelles au sein du MINEFID. Quel plan stratégique pour l'amélioration des performances dans le contexte du budget-programme?». A l'ouverture

des travaux, le ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, a livré des résultats qui, malgré un contexte difficile dû aux mouvements de revendications sociales au

La suite à la page 15

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

### premier trimestre de 2017, suscitent des motifs d'espoir pour la suite dans son département.

Les sessions de Conseil d'administration des secteurs ministériels (CASEM) au Burkina Faso offrent l'occasion aux départements ministériels d'évaluer les actions menées, d'identifier les difficultés de mise en œuvre et éventuellement de proposer des solutions de réajustement nécessaire pour la réalisation des actions à venir. Le vendredi 28 avril 2017, le ministère de l'Economie, des Finances et du développement (MINEFID) a procédé à l'ouverture de sa première session de 2017, sur le thème: «Mutations institutionnelles au sein du MINEFID. Quel plan stratégique pour l'amélioration des performances dans le contexte du budget-programme?». C'était dans l'enceinte de la Direction générale des douanes, sis à Ouaga 2000.

Pour le ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, ce thème revêt une réforme majeure dans l'espace UEMOA dont le Burkina Faso est le seul pays à l'expérimenter. C'est pourquoi, son département a choisi d'examiner les implications de ce budget-programme. De l'avis de Mme Coulibaly/Sori, la pertinence de ce thème réside, sans doute, dans la nécessité pour chaque département de se doter d'un plan de stratégie ministérielle en vue d'opérationnaliser les politiques sectorielles qui devraient être exécutées en cohérence avec le PNDES (Plan national de développement économique et social), et conformément aux



Pour le ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, ce thème revêt une réforme majeure dans l'espace UEMOA dont le Burkina Faso est le seul pays à l'expérimenter.

exigences du contexte de mise en œuvre du budget-programme.

Le MINEFID, a-t-elle expliqué, au regard de son rôle transversal et d'appui-conseil aux autres départements ministériels et institutions est interpellé à plus d'un titre. Dans cette optique, a-t-elle ajouté, les cadres et agents du ministère sont appelés, au cours des travaux, à mener des réflexions et des débats productifs et constructifs en vue d'une meilleure cohérence et une efficacité accrues dans la conduite des différentes réformes, en tenant compte évidemment des implications induites, tant sur le plan institutionnel qu'organisationnel à l'avènement et la mise en œuvre du budget-programme dans notre pays depuis le 1er janvier 2017. «Comme nous l'avons tous suivi, le premier trimestre de 2017 s'est déroulé dans un contexte marqué notamment par des revendications sociales ayant conduit à des

arrêts de travail, ce qui n'a pas permis d'exécuter normalement le plan de travail annuel au cours de la période», a souligné Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori au cours de son allocution.

En dépit de cette situation, note le ministre, quelques résultats intéressants ont pu être enregistrés au 31 mars 2017. A titre illustratif, elle a cité: la tenue effective de la revue annuelle du cadre sectorielle de dialogue qui a permis de produire des politiques sectorielles dont la version provisoire est déjà disponible; l'acquisition de financements des études prioritaires auprès du fonds national d'étude et de préparation des projets pour le Pôle de croissance du Sahel et des études de faisabilité des agropôles du Sourou et de Samendéni; l'opérationnalisation de la facture normalisée au niveau des contribuables depuis le 21 février 2017. Quant aux

La suite à la page 16

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

ressources intérieures mobilisées au profit du budget de l'Etat au 31 mars 2017, elles s'élèvent à 282, 10 milliards F CFA pour une prévision annuelle de 1 438, 21 milliards F CFA. Selon la ministre de l'Economie, des Finances et du développement, par rapport à la même période en 2016, il ressort une progression de 3,69%, soit plus de 10 milliards de F CFA.

Chèques impayés, une réduction de 2, 38 millions F CFA au 31 mars 2017

Concernant l'exécution des dépenses, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori a indiqué que 22 unités de vérification ont été opérationnalisées portant le nombre total d'unités fonctionnelles à 35. Par ailleurs, 624 mandats fournisseurs de l'année 2016 ont été payés pour un montant total de 24, 55 milliards de F CFA au cours du premier trimestre 2017. Quant à la gestion de la trésorerie publique, à entendre le ministre, les actions entreprises ont permis de stopper ou de réduire le flux et le stock des chèques impayés. Ainsi, au 31 mars 2017, on note que le stock

de chèques impayés se situe à 36, 45 milliards de F CFA contre 6, 85 milliards au 31 décembre 2016, soit une réduction de 2, 38 millions de F CFA de réduction de chèques impayés. «Je voudrais ici féliciter les agents qui se sont donné à la tâche, malgré les difficultés du premier trimestre, pour que nous ayons atteint ce résultat qui est meilleur par rapport au premier trimestre de 2016», a-t-elle dit.

S'agissant de la gestion du patrimoine de l'Etat, le taux de réhabilitation des bâtiments administratifs est de 30%. De même, le niveau d'implantation de la comptabilité-matière se situe également à 30%. «C'était une recommandation très forte qui était ressortie, parce qu'on s'était rendu compte qu'il n'y avait pas de comptabilité-matière dans notre administration», a confié le ministre. Au niveau de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, le rapport de l'ITIE (Initiative pour la transparence des industries extractives) 2015 a été élaboré, adopté et publié. Dans le cadre de la lutte contre le blanchissement des capitaux et

le financement du terrorisme, le taux de déclaration d'opérations suspectes traitées est ressorti à 73% en fin mars pour une cible de 91%.

Pour la patronne du département de l'Economie et des Finances, ces principaux résultats obtenus suscitent des motifs d'espoir, quant à la capacité du ministère à mettre en œuvre son plan de travail annuel d'ici le 31 décembre 2017. Tout en encourageant les agents et les cadres de son département pour le travail abattu, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori les a invités à redoubler d'efforts et à maintenir le cap pour la réalisation des grands chantiers 2017, dont figurent la poursuite de la feuille de route pour l'implantation du budget-programme, la dématérialisation des documents du circuit de la dépense, l'élaboration de la politique du secteur de la gouvernance économique, ainsi que l'élaboration et l'opérationnalisation du plan stratégique du MINEFID.

## URGENT

**Une «vingtaine de terroristes» neutralisés par la force Barkhane à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso (communiqué)**

**L'armée française indique dans un communiqué qu'une opération menée par la force Barkhane dans la forêt de Fousaré, près de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, a permis la neutralisation d'une «vingtaine de terroristes». L'opération, engagée depuis samedi 29 avril, a été menée à la fois par les airs et au sol, précise le communiqué.**



## LES PAGES DE L'INTERNATIONAL

## Marche des Haratines contre l'esclavage en Mauritanie: il reste du chemin: Femme au jardin en Mauritanie (photo d'illustration)



**Les Haratines, les descendants d'esclaves mauritaniens ont manifesté ce samedi 29 avril dans les rues de Nouakchott pour fêter le quatrième anniversaire du Manifeste Haratines. Les Haratines réclament la fin des discriminations dont ils s'estiment toujours victimes. L'objectif de leur mouvement est de faire évoluer les mentalités et de «créer les conditions d'une cohabitation communautaire plus juste et plus harmonieuse», selon les organisateurs. Car il reste du chemin à parcourir.**

« Le manifeste des Haratines appelle tous les Mauritaniens à se solidariser pour combattre l'injustice et d'ailleurs d'où qu'elle vienne, explique à RFI Boubacar Messaoud, président de SOS Esclave en Mauritanie. Il y a des Arabes qui sont opprimés, il y a des Arabes qui sont pauvres, il y a des Négro-Africains qui sont également pauvres. Il y en a même qui sont des descendants d'esclaves. Le pays a une société profondément inégalitaire. Et

aujourd'hui nous avons vu que notre manifestation, notre manifeste, amène beaucoup de gens ».

Depuis le Manifeste pour les droits politiques économiques et sociaux des Haratines lancé en 2013, les mentalités bougent. « Les Haratines lèvent la tête, poursuit Boubacar Messaoud. Les Haratines dans ce pays ont toujours été instrumentalisés par leurs maîtres ou par leurs anciens maîtres. Mais aujourd'hui ils sont de plus en plus indépendants. Ça, c'est

La suite à la page 18

## LES PAGES DE L'INTERNATIONAL

La suite de la page 17

quelque chose que j'estime que nous avons nous créé. Nous avons nous participé à cet éveil-là ! »

Certains métiers et fonctions toujours difficiles d'accès

Mais aujourd'hui encore, les Haratines se sentent et se disent exclus de certains segments de la société, même si leur situation évolue. « Je ne dirais pas que les Haratines ne peuvent pas accéder à un certain type d'emplois, mais je dirais que pour tous les types d'emplois, les Haratines sont souvent les derniers à y accéder.

Le problème c'est le problème des concours ; le problème, c'est le problème des recrutements... Effectivement, nous pouvons être recrutés comme les autres dans n'importe quel poste, mais nous sommes souvent refusés, surtout dans les enrôlements, dans l'armée, dans la police ou dans la douane...»

Certes, il y a quelques ministres Haratines mais une discrimination dans les recrutements persiste, poursuit Boubacar Messaoud « parce que nous sommes un Etat, une population qui n'est pas encore réellement devenue citoyenne. Ce sont des mentalités

les plus difficiles à changer. Nous réclamons qu'on développe la citoyenneté. Que moi je sois un citoyen, [que] je ne sois pas un Hartani [singulier de Haratines], que je ne sois pas un Arabe, que je ne sois un Wolof, mais d'abord un Mauritanien ! ».

**Source RFI**

## Gabon: crainte d'une année blanche suite à la grève dans l'enseignement

### Alain Claude Bilie By Nze, porte-parole du gouvernement gabonais

**Au Gabon, la grève dans l'enseignement public est presque terminée. Les cours ont repris et la question de savoir ce qu'il faut faire pour rattraper les trois à quatre mois de grève se pose. Elle se pose d'autant plus que l'année scolaire a démarré avec un mois de retard à cause de la crise postélectorale née de la réélection contestée**

**du président Ali Bongo. Le calendrier scolaire sera-t-il réaménagé ou pas ? RFI a posé la question au gouvernement.**

Florentin Moussavou, ministre de l'Education nationale, est imperturbable. Le calendrier scolaire ne sera pas réaménagé.

« Tout le monde sait que la rentrée des classes a eu lieu le 31 octobre 2016. Nous étions conscients qu'il fallait absolument que l'année scolaire s'allonge jusqu'à fin juillet. Dans ces conditions, si nous devons modifier le calendrier dans sa globalité, il nous faudrait aller jusqu'à fin août

La suite à la page 19

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18



ou alors jusqu'à la mi-septembre. Ce n'est pas logique. Ce n'est pas rationnel », explique-t-il.

Selon le ministre, sur 200 collèges et lycées du Gabon, seuls une douzaine étaient sérieusement paralysés par la grève. Un programme de rattrapage « a été mis en place dans ces établissements », affirme le ministre qui rappelle cependant que la grève a provoqué de lourdes conséquences.

« Si la grève perdure dans un secteur tel que l'Education nationale, nous payons cash cette addition et les premières

victimes - les plus vulnérables - ce sont les élèves », a-t-il souligné.

Maintenant que la grève est terminée, l'heure est au bilan mais aussi aux sanctions. Vendredi, le ministre porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie By Nze, a annoncé que sur les 807 enseignants dont les salaires ont été suspendus durant deux mois, dix-sept d'entre eux n'ont toujours pas repris le travail. Ils feront l'objet d'une procédure de licenciement. Son collègue de l'Education nationale a ajouté que tout enseignant dont le salaire a été suspendu « sera traduit » au conseil de discipline. Il est question de « restaurer

l'autorité de l'Etat », a-t-il martelé.

**Source RFI**

# Côte d'Ivoire: des milliers de fillettes tombent enceintes à l'école

**4 471 cas de grossesses ont été recensés dans le milieu scolaire en Côte d'Ivoire. C'est ce qui ressort d'un rapport publié par le ministère de l'Education nationale en avril 2017. Ces grossesses ont été contractées depuis le début de la rentrée 2016-2017 en septembre dernier. Une ONG, Cavoequiva, vient en aide à ces filles souvent éloignées de leur famille.**

A 14 ans, alors qu'elle était en classe de 5e, Fatou a quitté l'école pour s'occuper de sa grossesse. Un an plus tard, son fils et elle vivent grâce à l'ONG Cavoequiva qui prend en charge les jeunes mères célibataires.

Depuis, Fatou a abandonné l'école, mais caresse le rêve de pouvoir y retourner un jour. « J'étais en classe de 5e, j'ai rencontré un jeune élève

de mon école avec qui je sortais, puis je suis tombée enceinte. Il n'a pas reconnu être l'auteur de la grossesse. Je me suis rendue à l'ONG et c'est ici qu'on s'est occupé de moi jusqu'à l'accouchement. Aujourd'hui, si l'ONG m'aide à retourner à l'école, je serais très ravie parce que j'ai toujours rêvé d'être aide-soignante. »

« Situation de vulnérabilité »

Comme Fatou, plus de 4 000 cas de grossesses déclarées ont été enregistrés dans les écoles en Côte d'Ivoire depuis la rentrée scolaire. Selon Mariam Ouattara, directrice exécutive de l'ONG Cavoequiva, la plupart des victimes vivent dans des conditions précaires. Elles sont donc la cible de tous types de prédateurs. « Dans la plupart des cas, soit les enfants ont été mises enceintes par

les professeurs parce que les filles sont dans une situation de vulnérabilité. Elles ont quitté leur village, se sont retrouvées dans un autre et n'ayant pas assez de moyens, elles sont en proie à ces auteurs-là. Et il y a aussi les élèves qui sont auteurs de grossesses. »

Les grossesses en milieu scolaire sont un véritable problème de société en Côte d'Ivoire. Selon le rapport du ministère, le quart des grossesses enregistrées cette année en milieu scolaire concernent des filles âgées seulement de 9 à 14 ans.

**Source RFI**

**JOBS CAMPUS**

 **Avis de recrutement**

**Poste: Project Development Intern - Sri Lanka**

**Description**

**A C T E D**

Since 1993, as an international non-governmental organization, ACTED has been committed to immediate humanitarian relief to support those in urgent need and protect people's dignity, while co-creating longer term opportunities for sustainable growth and fulfilling people's potential.

ACTED endeavors to respond to humanitarian crises and build resilience; promote inclusive and sustainable growth; co-construct effective governance and support the building of civil society worldwide by investing in people and their potential. We go the last kilometer: ACTED's mission is to save lives and support people in meeting their needs in hard to reach areas. ACTED develops and implements programs that target the most vulnerable amongst populations that have suffered from conflict, natural disaster, or socio-economic hardship.

ACTED's approach looks beyond the immediate emergency towards opportunities for longer term livelihoods reconstruction and sustainable development.

With a budget of 190 million EUR in 2015, ACTED is active in 35 countries and implements more than 495 projects a year reaching over 11 million beneficiaries

with 400 international staff and 4,300 national staff. More on [www.acted.org](http://www.acted.org)

**C o u n t r y**

**Country Profile 2015**

**Capital Office Colombo**

**Number of projects 6**

**Number of national staff 10**

**Number of international staff 1**

**Number of direct beneficiaries 16 097**

**P o s i t i o n**

**1. Grant Management**

**1.1 Contract follow-up**

**1.2. Reporting**

**1.3 Partner Follow-up**

**2. Internal Coordination**

**2.1. Internal Coordination and Communication**

**2.2. Filling**

**3. External Communication**

**4. Fundraising**

**4.1. External Relations**

**4.2. Contribution to proposal Development**

**4.3 Contracting**

**Q u a l i f i c a t i o n s**

- Postgraduate diploma in international relations/political sciences
- Excellent English writing and communication skills
- Previous related work experience, w/knowledge of proposal writing and donor relations
- Ability to work efficiently under pressure
- Ability to work in an unstable security environment moving
- Willingness to work and live in often remote areas under basic conditions

**C o n d i t i o n s**

**Field Intern benefits include: a 300 USD per month living allowance, coverage of all accommodation, food, and travel costs, a luggage allowance of 50 kg., and the provision of medical, repatriation, and life insurances**

**Ville C o l o m b o**

**Langues parlées**

**E n g l i s h**

**Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration,**

La suite à la page 22

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

### Ressources Technicien

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources

### Humaines, spécialiste

Humaines, Santé, Social  
Pays Asie, Sri Lanka

Contrat S t a g e

### Durée du contrat

6 months

### Documents à envoyer

**Please send your application including cover letter, CV**

**and references to jobs@acted.org under Ref: PDI/SRI**

Date de fin de validité 26/05/2017



## Avis de recrutement

### Poste: Adjoint Pays Directeur des Opérations - Kenya

#### Description

#### Présentation d'ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créeant des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et

soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 164 millions

d'euros en 2014, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 450 projets par an pour atteindre plus de 8 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

#### Description du pays

**Bureau de la Capitale: Nairobi**

**Personnel national: 76**

**Domaines: 6 (Samburu, Baringo et Mandera au Kenya et Gedo, Baidoa et le Bas-Juba à Kismayo)**

**programmes en cours: 5**

ACTED a lancé sa mission au Kenya en Janvier 2008 avec un programme d'aide d'urgence pour les résidents

La suite à la page 23

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

dans les bidonvilles de Nairobi touchés par la violence post-électorale. Depuis 2009, Nairobi a également été la base de la maison de l'opération de secours d'ACTED dans le sud-centre de la Somalie.

En 2015, ACTED a été la prestation d'urgence, ainsi que des programmes de développement à long terme sur les terres arides et semi-arides et est axé sur l'alerte précoce, la réduction des risques des catastrophes et des interventions résilience. Les principales activités ont inclus le renforcement de sa réduction des risques de catastrophe géré communautaire (CMDRR) et l'amélioration et l'intégration de la communauté et du comté de systèmes d'alerte précoce (EWS). Un accent particulier a été mis sur son travail avec les gouvernements du comté et de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) afin d'améliorer la coordination, le financement, le partage de l'information, la diffusion et l'apprentissage sur la préparation aux situations d'urgence.

En 2015, les activités d'ACTED en Somalie sont axés sur la sécurité alimentaire, des moyens d'existence, WASH et programmation La résilience multisectorielle. ACTED a la capacité d'offrir des programmes d'urgence immédiate et le développement à plus long terme, intégrant filet de sécurité

sociale et les composants de réduction des risques de catastrophe. ACTED est un acteur de premier plan dans la prestation des programmes de transferts en espèces.

Les interventions d'ACTED visent à soutenir les districts qui sont mal desservies, difficiles d'accès et d'afficher des niveaux élevés de vulnérabilité. ACTED opérationnel dans la baie, Gedo et Juba Basse-régions. Dans certains de ces domaines, ACTED est les seuls présents ONGI et donc des risques élevés de sécurité sont expérimentés en raison de la présence d'Al Shabab.

### **Description du poste BUT DE L'EMPLOI**

Le pays Directeur adjoint - opérations sur le terrain et l'exécution des projets est un membre clé de l'équipe de direction au niveau des pays. Il / elle soutiendra et aider le directeur de pays (CD) pour assurer tous les projets dans l'exécution du pays d'une manière lisse et rentable et conforme aux ACTED et les procédures des bailleurs de fonds et les exigences légales.

### **O B J E C T I F S**

1. Veiller à la bonne marche des projets et atteindre les résultats pour maximiser les résultats bénéficiaires.

2. Anticiper et atténuer les risques dans la mise en œuvre et assurer que les projets sont exécutés d'une manière rentable, conformément à ACTED et de procédures des bailleurs de fonds et les exigences légales.

### **DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS**

1. La mise en œuvre du suivi des projets
  - 1.1. Planification du projet
  - 1.2. La mise en œuvre du suivi des projets
  - 1.3. Projet de contrôle de la qualité
  - 1.4. Partenaires d'exécution
  - 1.5. Relations extérieures
2. Gestion administrative et opérationnelle de mise en œuvre du projet
  - 2.1. Finance
  - 2.2. Logistique
  - 2.3. Administration / RH
  - 2.4. Transparence / conformité
  - 2.5. Sécurité
  - 2.6. Partenaires d'exécution

### **Qualifications**

Au moins 4 à 5 ans d'expérience dans un environnement peu

La suite à la page 24

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

sûr; de préférence en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient  
communication démontrée et compétences organisationnelles

Capacité de former, mobiliser et gérer le personnel international et national

La flexibilité et la capacité d'effectuer plusieurs tâches sous pression

Capacité à travailler dans des environnements de sécurité instables et changeant fréquemment

La volonté de vivre et de travailler dans des zones souvent isolées dans des conditions basiques

Aptitude avérée à travailler de manière créative et indépendante à la fois sur le terrain et au bureau

Compétence avancée en anglais écrit et parlé

### **C o n d i t i o n s**

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les

difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house / ou allocation de logement de l'organisation (selon la durée du contrat et du pays)

Les frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

**Ville N a i r o b i**

**Fonctions Animation,** Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation,

Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

**Pays Afrique, Kenya**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**12 mois**

**Documents à envoyer**

**S'il vous plaît envoyer, en anglais, votre lettre de motivation, CV et trois références à jobs@acted.org - Ref: DCD / KEN**

**Pour plus d'informations, visitez <http://www.acted.org>**

**Date de fin de validité 26/05/2017**



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

<b>Poste:</b> <b>du camp</b>	<b>Gestionnaire</b> <b>en Irak</b>	intervient dans 35 pays et met en œuvre plus de 450 projets par an pour atteindre plus de 11 millions de bénéficiaires.	camps et l'eau, l'hygiène et les activités de l'assainissement.
<b>Description</b>		<b>Profil du pays</b>	<b>profil de position</b>
<b>Contrat:</b>	<b>CDD</b>	<b>Nombre de projets</b> 38	<b>1. Coordination et gestion</b>
<b>Pays:</b>	<b>Irak</b>	<b>Nombre de zones</b> 4	<b>2. Administration et gestion opérationnelle de mise en œuvre du projet</b>
<b>Durée</b> 7	<b>mois</b>	<b>Nombre de personnel national</b> 313	<b>2.1. Finance</b>
<b>Ville:</b>	<b>Ninawa</b>	<b>Budget annuel (EUR) de € 21 M</b>	<b>2.2. Logistique</b>
<b>Date de début: Juin 2017</b>	<b>Informations générales sur Acted</b>	<b>Nombre de bureaux</b> 6	<b>2.3. Administration / RH</b>
Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens. efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel. Nous allons le dernier mile: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. Avec une équipe de 4.300 personnel national 300 du personnel international, ACTED	<b>Nombre de membres du personnel international</b> 23	<b>contexte de position et les principaux défis</b>	<b>2.4. Transparence</b>
		ACTED a été présent en Irak soutenir les populations touchées par le conflit depuis 2004 et opère actuellement dans 15 régions. Pour les 4 dernières années, notre équipe de 350 personnes a répondu aux réfugié syrien et crise des personnes déplacées, notamment dans la région du Kurdistan d'Irak, où plus de 1,5 soutien AGI millions de personnes. Notre approche multisectorielle répond aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et des réfugiés en leur assurant la protection, la prestation d'une aide alimentaire de sauver des vies, en fournissant des forfaits d'hébergement et des articles non alimentaires avec des articles de sauver des vies et d'améliorer leur milieu de vie dans et hors des camps par gestion des	<b>2.5. Sécurité</b>
			<b>3. Contrôle de la qualité</b>
			<b>4. rapports</b>
			<b>Q u a l i f i c a t i o n s</b>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de niveau Master dans un domaine pertinent comme les relations internationales ou le développement</li> <li>• Expérience de gestion de projet (gestion, planification, développement du personnel et des compétences de formation) dans les programmes de développement</li> <li>• 1-2 ans d'expérience de travail dans une profession pertinente</li> <li>• capacités éprouvées en matière de leadership et de gestion nécessaires</li> <li>• Excellentes compétences</li> </ul>

La suite à la page 26

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

en anglais écrit et parlé

- négociation forte et les compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels
- Capacité à travailler sous pression et ponctuellement

**Ville N i n a w a**

**Expériences / Formation du candidat**

- Formation de niveau Master dans un domaine pertinent comme les relations internationales ou le développement

- Expérience de gestion de projet (gestion, planification, développement du personnel et des compétences de formation) dans les programmes de développement

- 1-2 ans d'expérience de travail dans une profession pertinente

- capacités éprouvées en matière de leadership et de gestion nécessaires

- Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

• négociation forte et les compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

- Capacité à travailler sous pression et ponctuellement

**Langues parlées**

**A n g l a i s**

**Fonctions Coordination, Gestion de projet**

**Activités S o c i a l**

**Pays Moyen Orient, Irak**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**7 mois (renouvelable)**

Salaire / Indemnité

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d' instruction, l' expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des primes de rémunération

allocation mensuelle  
s u p p l é m e n t a i r e

Logement et nourriture en guest house / ou allocation de logement de l'organisation (selon la durée du contrat et du pays) Les

frais de transport couverts, y compris retour supplémentaire billet + allocation bagages

prestation de services médicaux, la vie et l' assurance rapatriement + forfait de retraite

**Documents à envoyer**

**S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous Ref: CM / IRQ**

**Date de fin de validité 25/05/2017**

## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste:** **Consultant/e international/eexpert/e-RCA**

#### Description

Objectif global du projet: Contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice des personnes en situation de vulnérabilité en République Centrafricaine.

Objectifs spécifiques du projet:

1. Améliorer l'exercice effectif des droits de la population et
2. Soutenir le développement de la fonctionnalité et la qualité de l'accès à la justice.

Objectif de la consultance: Réaliser une évaluation finale d'un projet mis en oeuvre pendant deux ans (2015 et 2016) en République Centrafricaine.

**Le travail du consultant sera réalisé à Bangui**

**Date de démarrage : mai 2017**

**Durée : 15 jours**

**Ville B a n g u i**

**Expériences /**

#### Formation du candidat

- Avoir une expérience professionnelle en matière d'évaluation des projets,
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles,
- Avoir une bonne maîtrise du français,
- Connaître le contexte centrafricain serait un atout,

**Fonctions Technicien spécialiste**

**Activités D r o i t**

**Pays Afrique, Centrafrique**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**15 jours**

**Documents à envoyer**

**Le(a) candidat(e) est prié(e) de soumettre les éléments suivants en langue française :**

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé mettant en lumière les expériences pertinentes ;

**- Les coordonnées de deux personnes de références en relation avec des prestations comparables à celles décrites dans le présent dossier.**

**Le dossier complet devra être envoyé par e-mail avant le 8 mai 2017 à l'adresse électronique suivante: [job@asf.be](mailto:job@asf.be).**

**Merci de préciser les références suivantes dans l'objet de l'e-mail: «Evaluation du projet - Contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice des personnes en situation de vulnérabilité en République Centrafricaine d'ASF en RCA - ».**

**Email de la personne contact [j o b @ a s f . b e](mailto:job@asf.be)**

**Date de fin de validité 08/05/2017**

## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste:** **Consultant/e international/e expert/e – RCA**

**Description**

Objectif global du projet:  
Contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice des personnes en situation de vulnérabilité en République Centrafricaine.

Objectifs spécifiques du projet:

1. Améliorer l'exercice effectif des droits de la population et
2. Soutenir le développement de la fonctionnalité et la qualité de l'accès à la justice.

Objectif de la consultance:  
Réaliser une évaluation finale d'un projet mis en oeuvre pendant deux ans (2015 et 2016) en République Centrafricaine.

Le travail du consultant sera réalisé à Bangui

**Date de démarrage : mai 2017**

**Durée : 15 jours**

**Ville B a n g u i**

**Expériences /**

**Formation du candidat**

– Avoir une expérience professionnelle en matière d'évaluation des projets,

– Avoir de bonnes capacités rédactionnelles,

– Avoir une bonne maîtrise du français,

– Connaître le contexte centrafricain serait un atout,

Fonctions Technicienspécialiste

Activités D r o i t

**Pays Afrique, Centrafrique**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**15 jours**

**Documents à envoyer**

Le(a) candidat(e) est prié(e) de soumettre les éléments suivants en langue française :

– **Une lettre de motivation ;**

– **Un CV détaillé mettant en lumière les expériences pertinentes ;**

– **Les coordonnées de deux**

personnes de références en relation avec des prestations comparables à celles décrites dans le présent dossier.

Le dossier complet devra être envoyé par e-mail avant le 8 mai 2017 à l'adresse électronique suivante: [job@asf.be](mailto:job@asf.be).

Merci de préciser les références suivantes dans l'objet de l'e-mail : «Evaluation du projet – Contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice des personnes en situation de vulnérabilité en République Centrafricaine d'ASF en RCA – ».

**Email de la personne contact** [j o b @ a s f . b e](mailto:job@asf.be)

**Date de fin de validité** **0 8 / 0 5 / 2 0 1 7**

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.*



**PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU**

*01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV*

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

**ADRESSES UTILES**

**Ouagadougou**

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

**Bobo-Dioulasso**

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Rédacteur en chef  
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage  
- Alfred Syé KAM  
- Aminata PORGO  
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Aminata PORGO  
Bernard HIEN  
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

**✓ Couverture médiatique**

**✓ Publicité**

**✓ Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO